

Unité départementale de l'Oise  
283, rue de Clermont  
ZA de la Vatine  
60000 Beauvais

Beauvais, le 07/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ENGIE ENERGIE SERVICES**

14 rue Clément Bayard  
60200 Compiègne

Références : IC-R/109/26-NEC/SF  
Code AIOT : 0005101075

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2026 dans l'établissement ENGIE ENERGIE SERVICES implanté 1 RUE SAINT FIACRE 60200 Compiègne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection du 04/03/2026 s'inscrit dans un double cadre de contrôle, mêlant planification pluriannuelle et thématique nationale :

1. Priorisation environnementale (Priorité 1) : en raison de l'importance de ses rejets atmosphériques et de la puissance thermique installée, le site d'ENGIE Énergie Services à Compiègne est classé en priorité 1 pour la thématique "Air". Ce classement impose une surveillance administrative accrue se traduisant par une inspection annuelle dédiée au contrôle de la conformité des émissions, à l'efficacité des systèmes de traitement des fumées et au respect des valeurs limites d'émission (VLE).
2. Conformité au BREF MCP.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ENGIE ENERGIE SERVICES
- 1 RUE SAINT FIACRE 60200 Compiègne
- Code AIOT : 0005101075
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Chaufferie Urbaine de Compiègne est exploitée par ENGIE ÉNERGIE SERVICES (Code AIOT : 0005101075).

Elle est localisée 14 rue Clément Bayard, 60200 Compiègne.

Elle alimente le Réseau de Chaleur Urbain (RCU) de la ville de Compiègne, fournissant chauffage et eau chaude sanitaire aux bâtiments raccordés (logements collectifs, équipements publics, etc.).

Le site affiche une puissance thermique nominale totale de 56,5 MW. Bien que le total dépasse 50 MW, chaque unité est techniquement indépendante (conduits séparés) avec des puissances unitaires inférieures à 15 MW :

- Installation n°1 (Gaz naturel) - Total 41 MW :
  - 2 chaudières (n°1 et 3) gaz naturel de 4,7 MW
  - 1 chaudière (n°2) mixte de 8,1 MW
- Installation n°3 (Biomasse) :
  - 1 chaudière biomasse de 14,28 MW
- Installation n°2 (Cogénération) :
  - 1 turbine de 16 MW (actuellement mise sous cocon).

Le fonctionnement du site est régi par deux actes principaux et un cadre national spécifique :

1. l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/02/2021 encadre notamment la nature des combustibles (Art. 2.3) et le programme de surveillance de la qualité des approvisionnements (biomasse forestière et gaz) ;
2. l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 31/07/2025 définit le recensement actuel des installations et fixe les prescriptions relatives aux émissions atmosphériques (VLE). Il détermine le régime de l'Autorisation au titre de la rubrique n°3110 (puissance > 50 MW).

Le site est classé prioritaire pour les rejets atmosphériques, imposant une inspection annuelle.

Bien que classé sous la rubrique 3110 (LCP), le site suit les prescriptions techniques des installations de combustion moyennes car ses unités n'atteignent pas les seuils de regroupement IED (puissances unitaires < 15 MW).

**Thèmes de l'inspection :**

- IED-MTD

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

La puissance thermique nominale totale du site, déclarée à 56,5 MW, franchit le seuil théorique de 50 MW défini par la rubrique 3110. Mais l'examen technique approfondi des installations (Installation n°1 : 41 MW gaz sur trois chaudières ; Installation n°3 : 15,5 MW biomasse) révèle que le site est constitué d'unités dont les puissances unitaires sont toutes inférieures à 15 MW. Par ailleurs, ces installations ne disposent pas d'un exutoire commun permettant l'application de la règle d'agrégation au sens de la directive IED. En conséquence, les installations relèvent techniquement des prescriptions liées aux installations de combustion moyennes (MCP) et non du régime LCP. La présente inspection s'est donc attachée à vérifier la conformité au titre du régime MCP.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Recensement installations MCP	AP Complémentaire du 31/07/2025, article 3	Sans objet
2	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 4	Sans objet
3	Mesures périodiques rejets air	AP Complémentaire du 15/02/2021, article 3.2.3	Sans objet
4	Conditions mesures rejets air	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24-IV	Sans objet
5	Conditions de référence des VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 9	Sans objet
6	Respect VLE directive MCP	AP Complémentaire du 31/07/2025, article 6	Sans objet
7	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16	Sans objet
8	Livret de chaufferie	Arrêté Ministériel du 15/02/2021, article 3.4	Sans objet
9	Gestion des périodes OTNOC (Other Than Normal Operating Conditions)	AP Complémentaire du 15/11/2021, article 2.1.4	Sans objet
10	Suivi du combustible	AP Complémentaire du 15/02/2021, article 2.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de la chaufferie urbaine ENGIE de Compiègne confirme la maîtrise des performances environnementales. Le fonctionnement de l'unité biomasse, point de vigilance majeur pour le réseau de chaleur urbain, permet des rejets de poussières quasi-nuls (0,6 mg/Nm<sup>3</sup>), témoignant d'une maintenance rigoureuse des systèmes de filtration.

L'enjeu prioritaire identifié lors de ce contrôle est la mise en cohérence du statut administratif du site. Bien que la puissance totale cumulée atteigne 56,5 MW (Rubrique 3110), la configuration réelle - 2 chaudières de 4,7 MW, une mixte de 8,1 MW et une biomasse de 14,28 MW sur des conduits séparés - exclut techniquement le site du régime des Grandes Installations (LCP). Une modification de l'APC de 2025 est nécessaire afin d'ancrer définitivement le site sous le régime MCP (Installations Moyennes), adapté à sa réalité technique.

Sur le plan opérationnel, si la gestion des phases transitoires (OTNOC) est robuste, une vigilance est attendue sur la traçabilité des combustibles de secours. L'absence de tickets compteurs sur certaines livraisons de fioul en 2025 pourrait être assimilée à un écart documentaire - bien que

justifiées a posteriori par pesées. L'exploitant doit fiabiliser ces réceptions pour garantir l'intégrité de ses bilans annuels.

En résumé, le site présente un risque environnemental faible et contenu, mais nécessite une normalisation de son cadre réglementaire pour mettre fin à l'ambiguïté actuelle entre sa puissance globale et son régime de fonctionnement unitaire.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Recensement installations MCP

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/07/2025, article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Rubrique ICPE : 3110 Intitulé : Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW Capacité de l'installation : <ul style="list-style-type: none"><li>• Installation n° 1 : 1 chaudière gaz naturel P = 9 MW + 1 chaudière gaz naturel P = 16 MW + 1 chaudière mixte gaz naturel - P = 16 MW - Soit P1 = 41 MW</li><li>• Installation n° 2 = cogénération (mise sous cocon)</li><li>• Installation n° 3 : chaufferie biomasse : 1 chaudière biomasse P3 = 15,5 MW</li></ul> Soit un total : P totale = P1+P3 = 56,5 MW Régime : autorisation
<b>Constats :</b>  Le site de Compiègne affiche une puissance thermique nominale totale de 56,5 MW, ce qui justifie son classement sous la rubrique 3110 (Autorisation). Bien que le seuil des 50 MW soit franchi globalement, les unités de production (deux chaudières gaz de 16 MW, une de 9 MW et une unité biomasse de 15,5 MW) sont dotées de conduits d'évacuation indépendants. En l'absence de raccordement à une cheminée commune, et conformément aux critères d'agrégation de la directive 2015/2193, ces installations relèvent du régime des Installations de Combustion Moyennes (MCP) pour l'application des Valeurs Limites d'Émission (VLE).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Combustible

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle du type combustible pour classement 2019-B2
<b>Prescription contrôlée :</b> <div><p>L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature. Pour les combustibles visés par la rubrique 2910-B, les combustibles utilisés présentent une qualité constante dans le temps et répondent à tout</p></div>

combustibles utilisés présentent une qualité constante dans le temps et répondent à tout moment aux critères suivants fixés par l'exploitant :

- leur origine ;
- leurs caractéristiques physico-chimiques ;
- les caractéristiques des effluents atmosphériques mesurés lors de la combustion du combustible ;
- l'identité du fournisseur ;
- le mode de transport utilisé pour la livraison sur le site.

A cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés. Sur la base des éléments fournis par l'exploitant et notamment de résultats de mesures, l'arrêté préfectoral d'autorisation précise la nature des combustibles autorisés, les teneurs maximales en composés autorisés dans chaque combustible ainsi que le programme de suivi.

#### Constats :

L'exploitation repose sur un mix énergétique associant le gaz naturel, la biomasse forestière et le fioul domestique (FOD) en secours. Le contrôle a porté sur l'absence de combustibles non autorisés, notamment les bois de récupération type "Bois B".

L'exploitant a apporté la preuve de la qualité de son approvisionnement par la certification SBP (Sustainable Biomass Program) sous le numéro de certificat SBP-10-45, garantissant une biomasse issue de sources durables et exemptes de traitements chimiques. Cette conformité est corroborée par l'analyse des cendres sous foyer effectuée par la société SEDE (Rapport n°97405844 du 10/07/2025), dont les teneurs en polluants halogénés sont représentatives d'une biomasse forestière vierge.

- Justificatif(s) : *Certificat SBP (26/03/2024) ; Rapport d'analyses SEDE 2025.*

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Mesures périodiques rejets air

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 15/02/2021, article 3.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

[...]

Le programme de surveillance des émissions atmosphériques établi et suivi par l'exploitant pour les chaudières 1, 2 et 3 est le suivant :

Poussières, NOx, SO<sub>2</sub>, CO, O<sub>2</sub>: au moins une fois par an

Les mesures des émissions sont réalisées par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou E.A). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.

même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.  
Les résultats de mesures périodiques des émissions de polluants sont transmis, dès leur réception, à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant réalise des campagnes de mesures périodiques des émissions atmosphériques conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 juillet 2025.

Les mesures sont effectuées annuellement par un organisme extérieur accrédité COFRAC.

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté :

- les rapports de mesures atmosphériques 2023, 2024 et 2025 ;
- les bilans d'émissions transmis dans GERE.

Les résultats présentés indiquent que les concentrations mesurées sont inférieures aux valeurs limites d'émission applicables.

La validité des résultats de mesure repose sur l'accréditation de l'organisme tiers. L'ensemble des contrôles atmosphériques est confié au laboratoire APAVE, dont les attestations d'accréditation COFRAC ont été visées. Les méthodes de référence sont appliquées : gravimétrie pour les poussières (NF EN 13284-1) et méthodes instrumentales pour les gaz (NOx, CO, SO2). L'examen des rapports confirme que les incertitudes de mesure sont calculées et conformes aux exigences réglementaires.

- **Justificatif(s) :** *Certificats d'accréditation COFRAC annexés aux rapports d'essais 2025-2026. Rapports APAVE (n°134352704-001-1 pour 2025 et n°135250828-001-1 pour 2026)*

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Conditions mesures rejets air**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24-IV

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

IV. - Les mesures périodiques des émissions de polluants atmosphériques s'effectuent selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 susvisé. Les méthodes de prélèvement et analyse pour la mesure dans l'eau et dans l'air sont fixées dans un avis publié au Journal officiel. Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

**Constats :**

L'efficacité de la surveillance dépend de la représentativité des prélèvements. L'inspection a vérifié la conformité des orifices de mesure situés sur les différents conduits. Les sections de mesure respectent les exigences de la norme NF EN 15259, notamment en ce qui concerne les distances par rapport aux perturbations hydrauliques (coudes, ventilateurs). Les plateformes de travail sont permanentes, sécurisées et permettent un accès conforme aux intervenants pour la réalisation des mesures isocinétiques requises pour les poussières.

- Justificatif(s) : *Schémas d'implantation et descriptifs techniques des émissaires inclus dans les rapports APAVE.*

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Conditions de référence des VLE**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 9

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm<sup>3</sup>), rapportés à des conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube normal (mg/Nm<sup>3</sup>) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux utilisés dans des installations de combustion autres que les turbines et les moteurs, et de 15 % dans le cas des turbines et des moteurs.

**Constats :**

La validité des résultats repose sur l'utilisation de méthodes normalisées par un laboratoire accrédité. L'exploitant a justifié que toutes les campagnes sont opérées par l'APAVE, dont l'accréditation COFRAC couvre les méthodes de référence : NF EN 13284-1 pour les poussières, NF EN 14792 pour les NOx et NF EN 15058 pour le CO. Les rapports mentionnent systématiquement les limites de quantification et les incertitudes de mesure associées, répondant ainsi aux exigences de transparence et de fiabilité requises par l'administration.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Respect VLE directive MCP**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 31/07/2025, article 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux, les volumes de gaz étant rapportés :



- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous.

*Article 6.1 Chaufferie thermique - chaudières CHG01 et CHG03*

Poussières totales : 5 mg/Nm<sup>3</sup>

SO<sub>2</sub> : 10 mg/Nm<sup>3</sup>

NOX en équivalent NO<sub>2</sub> : 70 mg/Nm<sup>3</sup>

CO : 50 mg/Nm<sup>3</sup>

HAP : 0,1 mg/Nm<sup>3</sup>

COV totaux : 110 mg/Nm<sup>3</sup>

*Article 6.2 Chaufferie thermique - chaudière CHG02*

Poussières totales : 5 mg/Nm<sup>3</sup>

SO<sub>2</sub> : 10 mg/Nm<sup>3</sup>

NOX en équivalent NO<sub>2</sub> : 100 mg/Nm<sup>3</sup>

CO : 50 mg/Nm<sup>3</sup>

HAP : 0,1 mg/Nm<sup>3</sup>

COV totaux : 110 mg/Nm<sup>3</sup>

*Article 6.3. Chaufferie biomasse*

Poussières totales : 30 mg/Nm<sup>3</sup>

SO<sub>2</sub> : 200 mg/Nm<sup>3</sup>

NOX en équivalent NO<sub>2</sub> : 300 mg/Nm<sup>3</sup>

CO : 250 mg/Nm<sup>3</sup>

HAP : 20 mg/Nm<sup>3</sup>

COVNM : 110 mg/Nm<sup>3</sup>

HCl : 30 mg/Nm<sup>3</sup>

HF : 25 mg/Nm<sup>3</sup>

Dioxines : 1 x 10<sup>-7</sup> ITEQ mg/Nm<sup>3</sup>

Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés : 0,05 mg/Nm<sup>3</sup> par métal et 0,1 mg/Nm<sup>3</sup> pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl)

Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés : 1 mg/Nm<sup>3</sup> exprimée en (As + Se + Te)

Plomb(Pb) et ses composés : 1 mg/Nm<sup>3</sup> exprimée en Pb

Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés : 20 mg/Nm<sup>3</sup>

--

**Constats :**

Les polluants surveillés comprennent notamment : oxydes d'azote (NOx), monoxyde de carbone (CO), poussières, dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>), métaux lourds, mercure, dioxines et furanes (pour la chaudière biomasse)

La fréquence des mesures varie selon les installations :

Chaudières C1 et C3 : mesure en continu (NOx et CO)

Chaudière C2 : mesure périodique

Chaudière biomasse : mesures périodiques complètes

SO<sub>2</sub> : mesures périodiques selon combustible

L'analyse des résultats de mesure au regard de l'Arrêté Ministériel du 03/08/2018 (Régime MCP) démontre une performance environnementale élevée. Pour la chaudière biomasse, le flux de poussières est de 0,6 mg/Nm<sup>3</sup> (VLE : 20 mg/Nm<sup>3</sup>) et le monoxyde de carbone (CO) s'établit à 33 mg/Nm<sup>3</sup> (VLE : 250 mg/Nm<sup>3</sup>). Ces résultats sont d'autant plus probants qu'ils ont été confirmés lors d'un contrôle inopiné diligenté par la DREAL le 25/03/2025, garantissant que les performances ne sont pas limitées aux périodes de contrôles annoncés.

- Justificatif(s) : *Rapport de contrôle inopiné Manumasure n°83XC01118.*

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Système de traitement des fumées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16

**Thème(s) :** Risques chroniques, Système de traitement des fumées

**Prescription contrôlée :**

<p>I. - Lorsqu'un dispositif secondaire de réduction des émissions est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émissions fixées au chapitre II du présent titre : L'exploitant rédige une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement de ce dispositif. Cette procédure indique notamment la nécessité :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- d'arrêter ou de réduire l'exploitation de l'installation associée à ce dispositif ou d'utiliser des combustibles peu polluants si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les vingt-quatre heures en tenant compte des conséquences sur l'environnement de ces opérations, notamment d'un arrêt-démarrage ;</li><li>- d'informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas quarante-huit heures suivant la panne ou le dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions.</li></ul> <p>Si l'exploitant ne réalise pas une mesure en continu du polluant concerné par le dispositif secondaire de réduction des émissions, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant (par</p>
--

fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant (par exemple : consommation de réactifs, pression dans les filtres à manches...).

#### Constats :

Le site est équipé de dispositifs de dépollution performants : un filtre à manches précédé d'un multi-cyclone pour la chaudière biomasse, et des brûleurs à bas taux de NOx pour les chaudières gaz. La supervision assure un suivi en continu de la perte de charge du filtre à manches, permettant de prévenir tout perçage ou colmatage. Le plan de maintenance préventive, consulté sur site, intègre le remplacement programmé des manches et le contrôle annuel de l'étanchéité du système.

Le bon état de fonctionnement du dispositif est confirmé par la faiblesse des rejets de poussières mesurés. L'exploitant assure également le réglage périodique des brûleurs bas-NOx des chaudières gaz pour maintenir les performances environnementales.

- Justificatif(s) : *Plan OTNOC Biomasse (Phase 2) ; Registre de maintenance GMAO.*

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Livret de chaufferie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2021, article 3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Entretien et maintenance

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un livret ou des documents de maintenance qui comprend notamment les renseignements suivants :

- nom, adresse de l'installation, du propriétaire de l'installation et, éventuellement, de l'entreprise chargée de l'entretien
- caractéristiques du local « combustion » et des installations de stockage du combustible, des générateurs de l'équipement de chauffe ,
- caractéristiques des combustibles préconisés par le constructeur, résultats des mesures de l'évacuation des gaz de combustion et leur température à leur débouché ;
- désignation des appareils de réglage des feux et de contrôle
- dispositions adoptées pour limiter la pollution atmosphérique ,
- conditions générales d'utilisation de la chaleur ;
- résultats des mesures et vérifications du visa des personnes ayant effectué ces opérations, consignation des observations faites et suites données ;
- grandes lignes de fonctionnement et incidents d'exploitation assortis d'une fiche d'analyse ;
- consommation annuelle de combustible ;
- indications relatives à la mise en place, remplacement et réparation des appareils de réglage des feux et de contrôle ;
- indications des travaux d'entretien et opérations de nettoyage et de ramonage ;
- indications de toutes les modifications apportées à l'installation, ainsi qu'aux installations connexes, ayant une incidence en matière de sécurité ou d'impact sur

installations connexes, ayant une incidence en matière de sécurité ou d'impact sur l'environnement. Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

**Constats :**

Le livret de chaufferie a été consulté lors de la visite du 04/03/2026. Il est tenu à jour et contient l'intégralité des informations requises : heures de marche, incidents d'exploitation, réglages de combustion et consommations. Ce document permet une traçabilité des opérations de maintenance et des anomalies de fonctionnement rencontrées au cours des trois dernières années, conformément aux prescriptions réglementaires.

- **Justificatif(s) :** Livret de chaufferie visé sur site le 04/03/2026.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Gestion des périodes OTNOC (Other Than Normal Operating Conditions)**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 15/11/2021, article 2.1.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, OTNOC

**Prescription contrôlée :**

Les périodes autres que les périodes normales de fonctionnement (OTNOC) sont définies comme :

- les périodes de démarrage et d'arrêt définies à l'article 7 de la décision du 7 mai 2012 susvisée et visées à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé ;
- les périodes d'indisponibilités soudaines et imprévisibles d'un combustible à faible teneur en soufre ou de gaz naturel visées à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé ;
- les périodes de panne ou de dysfonctionnement d'un dispositif de réduction des émissions visées à l'article 16 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé ;
- les périodes d'essais, de réglage ou d'entretien après réparation des moteurs visées à l'article 35 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé.

[...]

À compter du 17 août 2021, le plan de gestion de ces périodes OTNOC contient :

- la conception appropriée des systèmes censés jouer un rôle dans les OTNOC susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions dans l'air, dans l'eau ou le sol (par exemple types de conceptions à faible charge afin de réduire les charges minimales de démarrage et d'arrêt en vue d'une production stable des turbines à gaz) ;
- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes ;
- une vérification et relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire ;
- une évaluation périodique des émissions globales lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a formalisé sa stratégie de gestion des phases transitoires et des pannes via deux plans de gestion OTNOC (CFAQN) pour le gaz (révisé le 26/02/2026) et la biomasse (révisé le 04/03/2026). Ces documents fixent la fin de la période de démarrage à un seuil de 40 % de charge nominale (régime stabilisé). En cas de panne du traitement des fumées, des mesures correctives et des délais d'arrêt d'urgence sont définis pour limiter les émissions non filtrées. La méthodologie d'enregistrement de ces périodes sur la supervision est conforme aux textes applicables aux installations.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Justificatif(s) :</b> <i>Plan OTNOC Biomasse V1 ; Plan OTNOC Gaz V1.</i></li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Suivi du combustible**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/02/2021, article 2.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Combustible</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation utilise du gaz naturel et de la biomasse.  L'exploitant dispose d'un programme de contrôle des caractéristiques des combustibles comprenant notamment une caractérisation initiale et un contrôle régulier de la qualité du combustible.  Les paramètres et substances à caractériser sont décrits dans le tableau ci-dessous.  La fréquence des contrôles est fixée comme suit :  Gaz naturel : PCI, Caractéristiques / Mensuelle  Biomasse : PCI, Humidité, C , Cl, F, N, S, K, Na, Métaux et métalloïdes (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Pb, Zn) / Sur demande auprès du fournisseur</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Conformément à l'article 2.3 de l'APC du 15/02/2021, l'exploitant suit un programme de contrôle rigoureux. Le PCI et les caractéristiques du gaz naturel sont suivis mensuellement. Pour la biomasse, outre le PCI et l'humidité suivis à chaque réception, des caractérisations (C, Cl, F, N, S, Métaux) sont réalisées sur demande. La traçabilité est consolidée par le croisement des bons de pesée et des factures SICAR (ex : facture n°202601MC30003 du 12/01/2026 pour les consommations de décembre 2025). Le bilan annuel biomasse de 50 843 tonnes est parfaitement documenté par les rapports d'approvisionnement mensuels.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Justificatif(s) :</b> <i>Fichier "livraison fuel.xlsx" ; Factures SICAR 2026 ; Bilan d'approvisionnement biomasse 2025.</i></li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>